Synthèse des recherches

— Personne physique —

- Département : 45
- Date de naissance : 14/02/1971
- Nationalité : France

Analyses de vigilance :

B.C | B.P | Gel | PPE | GAFI | Google | L.S

Légende des badges

Exemple — Vigilance renforcée

Exemple — Vigilance faible

Exemple — Pas d'analyse

Exemple × — Document non disponible

Codes : B.C = BODACC Commercial, B.P = BODACC Personnel, Gel = Gel des Avoirs, PPE = PPE OpenSanctions, GAFI = Pays à risque (GAFI) & sanctions UE, Google = Recherche Google, L.S = Liste des Sociétés

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Gels des avoirs

— Registre national des gels (Direction Générale du Trésor) —

Le registre national des gels recense les personnes et entités visées par une mesure de gel d'avoirs en vigueur en France (régimes UE, ONU et nationaux). Toute correspondance impose une interdiction de mise à disposition des fonds et une déclaration à la DG Trésor (et à Tracfin en cas de soupçon).

NOM	PRÉNOM(S)	DATE DE NAISSANCE
BRISSOLLES	Thomas	14/02/1971

OK

NIVEAU DE VIGILANCE

VIGILANCE FAIBLE

Aucun gel d'avoirs en vigueur visant cette personne

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:23
Source :	Registre national des gels (DG Trésor)
URL officielle :	gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr
Personne recherchée :	BRISSOLLES Thomas
Date de naissance :	14/02/1971

SYNTHÈSE

Correspondances	**0**
Vigilance recommandée	**Faible**

DÉTAIL DE L'ANALYSE

SOURCE	RÉSULTAT
Registre national des gels	Aucune correspondance

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

PPE — Personnes politiquement exposées

— Sanctions internationales & Personnes d'intérêt (OpenSanctions) —

OpenSanctions agrège les principales listes publiques de sanctions internationales (UE, ONU, OFAC, HMT…), les registres de Personnes Politiquement Exposées (PPE) et les Personnes d'Intérêt (criminalité financière, mandats d'arrêt). Un statut PPE ou une correspondance sanctions impose une vigilance renforcée et, le cas échéant, une déclaration à Tracfin. Les homonymes (DDN ou nationalité incompatibles avec le sujet saisi) sont écartés automatiquement et listés en bas de page pour traçabilité.

NOM	PRÉNOM(S)	ANNÉE DE NAISSANCE	NATIONALITÉ (code)
BRISSOLLES	Thomas	1971	FR

!

NIVEAU DE VIGILANCE

VIGILANCE RENFORCÉE

PPE — 1 correspondance retenue (score max 97.0%)

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:51
Source :	API OpenSanctions
Personne :	BRISSOLLES Thomas
Année de naissance :	1971
Nationalité (code) :	FR
Filtres appliqués :	DDN ±1 an, intersection nationalités, score ≥ 50%

SYNTHÈSE

Correspondances retenues	**1**
Nature	**PPE**
Score max (retenues)	**97.0%**
Homonymes écartés	**0**
Vigilance recommandée	**Renforcée**

DÉTAIL DE L'ANALYSE

SOURCE	RÉSULTAT
OpenSanctions — Sanctions internationales / PPE / Personnes d'intérêt	PPE : 1 correspondance retenue

Correspondances retenues

97.0% **Thomas Brissolles**

Nature : PPE

Date de naissance : 14/02/1971
Nationalité / pays : fr
Datasets : Exemple fictif

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Pays à risque (GAFI) & sanctions Union européenne

— Listes officielles de juridictions à risque LCB-FT —

Contrôle de la nationalité et du pays de résidence contre les listes officielles : liste noire du GAFI (juridictions à risque élevé), liste grise (juridictions sous surveillance) et sanctions financières de l'Union européenne. Une correspondance déclenche des mesures de vigilance renforcée.

NOM	PRÉNOM(S)	NATIONALITÉ / RÉSIDENCE
BRISSOLLES	Thomas	France

OK

NIVEAU DE VIGILANCE

VIGILANCE FAIBLE

Pays de résidence non concerné par les listes officielles

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:23
Source :	Listes GAFI et Sanctions UE
Personne :	BRISSOLLES Thomas
Nationalité / Résidence :	France

SYNTHÈSE

Correspondances pays	**0**
Vigilance recommandée	**Faible**

DÉTAIL DE L'ANALYSE

SOURCE	RÉSULTAT
GAFI — Liste noire (juridictions à risque élevé)	France absent
GAFI — Liste grise (juridictions sous surveillance)	France absent
Sanctions UE (gels, restrictions financières)	Aucune mesure applicable

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

BODACC — Annonces commerciales

— Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales —

Vérification des annonces commerciales publiées au BODACC concernant les sociétés dans lesquelles la personne est ou a été dirigeante. La recherche est effectuée par numéro SIREN. Les procédures collectives, radiations et modifications relèvent d'une attention particulière.

NOM	PRÉNOM(S)
BRISSOLLES	Thomas

OK

NIVEAU DE VIGILANCE

VIGILANCE FAIBLE

Aucune publication BODACC identifiée

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:23
Source :	API BODACC
SIREN explorés :	N/A
Profondeur :	Historique complet

SYNTHÈSE

Publications totales	0
Procédures collectives	0
Radiations	0
Rétablissements pro.	0
Annonces diverses	0
Vigilance recommandée	**Faible**

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

BODACC — Rétablissements personnels

— Procédures de surendettement clôturées —

Vérification de l'éventuelle inscription au registre des Rétablissements Personnels du BODACC (procédure de surendettement traitée par les commissions de surendettement et clôturée par une décision judiciaire). L'absence d'API publique impose une consultation par formulaire ; une capture d'écran du résultat est annexée pour valeur probante.

NOM	PRÉNOM(S)	DATE DE NAISSANCE	DÉPARTEMENT
BRISSOLLES	Thomas	14/02/1971	45

OK

NIVEAU DE VIGILANCE

VIGILANCE FAIBLE

Aucune procédure de rétablissement personnel identifiée

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:23
Source :	BODACC.fr — formulaire « Rétablissements personnels »
Mode :	Web scraping (pas d'API publique)
Date de naissance :	14/02/1971
Département :	45

SYNTHÈSE

Procédures détectées	**0**
Vigilance recommandée	**Faible**

DÉTAIL DE L'ANALYSE

SOURCE	RÉSULTAT
BODACC — Rétablissements personnels	Aucune correspondance

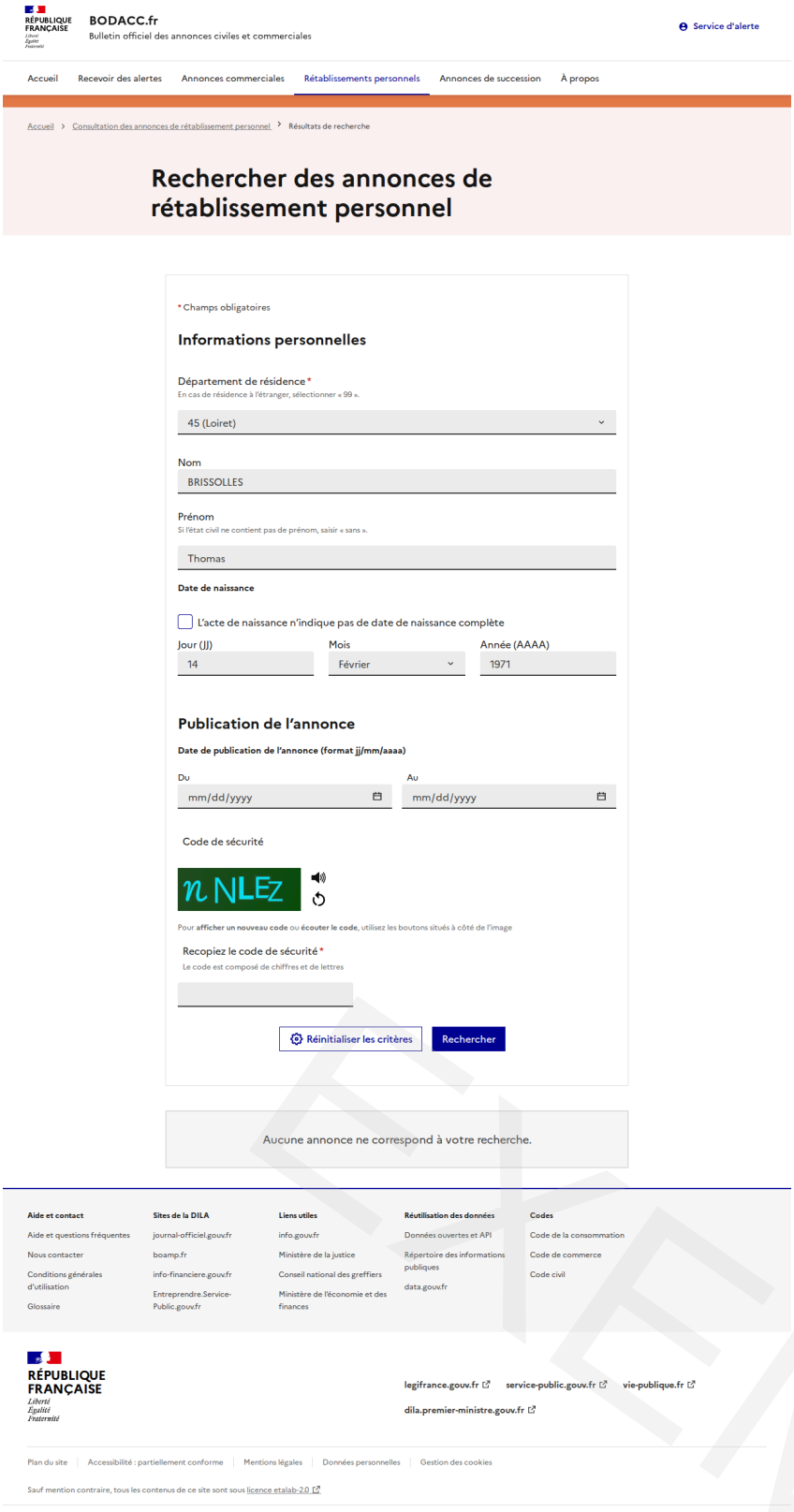
Preuve de consultation (page suivante)

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Capture BODACC — sous BRISSOLLES (nom d'usage)



Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Liste des sociétés liées

— Recherche par identité dirigeant (Societe.com / Pappers) —

Recherche des sociétés (en cours et passées) dans lesquelles la personne physique apparaît comme dirigeant, associé ou bénéficiaire effectif. Cette étape précède la vérification BODACC : les SIREN identifiés ici sont réutilisés pour interroger l'API BODACC.

NOM
BRISSOLLES

PRÉNOM(S)
Thomas

i

DOCUMENT INFORMATIF

DOCUMENT INFORMATIF

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:23
Source :	API Recherche d'Entreprises (data.gouv.fr)
Personne recherchée :	BRISSOLLES Thomas

SYNTHÈSE

Sociétés trouvées	0
SIREN à explorer en BODACC	0

Aucune société trouvée pour ce dirigeant.

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Recherche Google

— Indexation publique du nom recherché —

Top des résultats indexés par le moteur de recherche pour l'identité saisie. Cette étape complète les bases LCB-FT structurées : elle peut révéler des mentions presse, contentieux, ou contextes professionnels susceptibles d'orienter la vigilance. La relecture manuelle est requise — Ma Sentinelle ne porte aucun jugement automatisé sur le contenu des pages.

NOM	PRÉNOM(S)
BRISSOLLES	Thomas

i

DOCUMENT INFORMATIF

DOCUMENT INFORMATIF

10 résultats indexés — relecture manuelle recommandée.

CRITÈRES DE RECHERCHE

Date de recherche :	26/10/2026 à 00:23
Source :	Google Custom Search
Termes :	"BRISSOLLES Thomas"
Profondeur :	Top 10 résultats

SYNTHÈSE

Résultats retournés	**10**
Sites web distincts	**10**

Résultats indexés

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

Résultat masqué dans cet exemple (données de tiers)

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

Fiche de vigilance de 1er niveau

— Dossier Demo site —

PERSONNE PHYSIQUE	NÉ(E) LE	NATIONALITÉ / RÉSIDENCE
BRISSOLLES Thomas	14/02/1971	France

◉ *Cases cochables. Réponse présélectionnée par Ma Sentinelle à partir des recherches, à confirmer par l'office.*

1. Identité du client :

Le document doit être en cours de validité et comporter une photo. L'original doit être présenté au notaire.

1.1 Personnes physiques :

- Carte nationale d'identité en cours de validité
  ◯ Oui ◯ Non
- Passeport
  ◯ Oui ◯ Non
- Autre document officiel récent pour les personnes physiques étrangères
  ◯ Oui ◯ Non

2. Identification du bénéficiaire effectif :

Sources : registre des bénéficiaires effectifs (data.inpi.fr, infogreffe.fr). Trusts et fiducies : formulaire de communication de la DGFiP (impots.gouv.fr).

2.1 Personnes physiques :

- Clause de substitution
  ◯ Oui ◯ Non
- Clause de substitution d'une personne morale contrôlée majoritairement par le signataire
  ◯ Oui ◯ Non

3. Personne politiquement exposée :

La liste des fonctions figure dans l'article R561-18 du Code monétaire et financier.

- Le signataire exerce t-il des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives (Cf. article R 561-18 CMF) ou les a-t-il exercées depuis moins de un an ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◉ Oui ◯ Non *Correspondance relevée sur les listes PPE (OpenSanctions) : à examiner (recherche du 26/10/2026)*
- Le signataire exerce t-il des fonctions ou a-t-il exercé une fonction d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- Le signataire est-il un proche d'une PPE ?
  ◯ Oui ◯ Non

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

4. Le registre des gels des avoirs :

Liste de la Direction générale du Trésor : gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr

- L'une des parties figure t'elle sur une liste de gels des avoirs *(si oui, interdiction de mise à disposition des fonds et déclaration à la DG Trésor + si soupçon déclaration à Tracfin)*
  ◯ Oui ◉ Non *Aucune correspondance au registre DG Trésor pour cette partie (recherche du 26/10/2026)*

5. Les éléments financiers :

Listes officielles : GAFI (fatf-gafi.org), Union européenne (consilium.europa.eu), sanctions économiques (tresor.economie.gouv.fr). Rester vigilant sur l'actualité géopolitique issue de sources fiables.

- Les fonds proviennent d'États ou de territoires dont la législation est réputée non ou partiellement conforme aux normes et aux recommandations du GAFI et de l'Union Européenne ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non *Information : nationalité et résidence de la partie absentes des listes GAFI / UE (recherche du 26/10/2026). La provenance des fonds reste à vérifier.*
- La destination des fonds est demandée vers un État ou un territoire « sensible » dont la législation est réputée non ou partiellement conforme aux normes et aux recommandations du GAFI et de l'Union Européenne ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- Les renseignements sur l'origine économique des fonds ont-ils été recueillis ? *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- La destination des fonds est-elle cohérente avec les éléments du dossier ? *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non

6. Les caractéristiques de l'opération :

- Le prix est-il en adéquation avec le marché ? *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- S'agit-il d'un contrat inhabituel ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- Existe-t-il un élément inhabituel ou incohérent ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- L'opération est-elle complexe ?
  ◯ Oui ◯ Non
- Le montage juridique de l'opération favorise t'il l'anonymat ?
  ◯ Oui ◯ Non

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

ANNEXE : CONSTATS DES RECHERCHES

Trame : fiche de vigilance de 1er niveau du Conseil supérieur du notariat (version du 03/08/2026).

SOURCE	RÉSULTAT	CONSULTÉE LE
Gel des avoirs (DG Trésor)	Aucune correspondance.	26/10/2026 00:23
Personnes politiquement exposées	**Correspondance relevée : à examiner.** *Art. L561-10 CMF : mesures de vigilance complémentaires (PPE).*	26/10/2026 00:23
Pays à risque (GAFI) & sanctions UE	Aucune correspondance.	26/10/2026 00:23
BODACC commercial	Aucune correspondance.	26/10/2026 00:23
BODACC personnel (rétablissements)	Aucune correspondance.	26/10/2026 00:23
Sociétés liées	Résultats joints au dossier, à apprécier.	26/10/2026 00:23
Recherche Google	Résultats joints au dossier, à apprécier.	26/10/2026 00:23

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.